



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.2/2003/3
7 juillet 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès
à l'information, la participation du public au processus
décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des organismes génétiquement modifiés
(Deuxième réunion, Genève, 1^{er}-3 octobre 2003)

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA RÉUNION

qui se tiendra au Palais des Nations, à Genève (Suisse),
à partir du mercredi 1^{er} octobre 2003, à 10 heures

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Échange d'information sur l'expérience et les besoins au niveau national.
3. Formules juridiquement contraignantes envisageables pour développer l'application de la Convention aux organismes génétiquement modifiés.
4. Questions diverses.

NOTES EXPLICATIVES

Le Groupe de travail des organismes génétiquement modifiés (OGM) tiendra sa deuxième réunion du 1^{er} au 3 octobre 2003. Il a pour tâche principale d'étudier différentes options juridiquement contraignantes envisageables pour développer l'application de la Convention aux OGM, y compris, le cas échéant, des instruments, de choisir les plus appropriées et de les élaborer en vue de les soumettre aux parties pour examen, éventuellement, décision ou adoption, à leur deuxième réunion (décision I/4 de la Réunion des Parties). Le Groupe de travail doit en principe poursuivre ses travaux dans ce sens, en tenant compte de l'expérience acquise en matière d'application des procédures de participation du public aux activités concernant les OGM et des principes directeurs relatifs à l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en ce qui concerne les OGM, ainsi que des besoins qui ont été recensés.

Point 1 Adoption de l'ordre du jour

Le Groupe de travail est invité à adopter l'ordre du jour figurant dans le présent document.

Point 2 Échange d'information sur l'expérience et les besoins au niveau national

Aux termes du paragraphe 34 des Principes directeurs, les Parties doivent contrôler et surveiller constamment l'application de ces principes et faire rapport à la Réunion des Parties sur leur utilité et sur les progrès accomplis dans leur mise en œuvre. À sa première réunion, le Groupe de travail est convenu que, pour commencer, une procédure d'observations écrites, par laquelle les pays rendraient compte de ce qu'ils pourraient avoir acquis comme expérience de l'application des principes directeurs, serait le moyen le plus efficace de contribuer au processus. À cet effet, le Groupe de travail a décidé que les délégations exposeraient par écrit leur expérience au niveau national de l'application des procédures de participation du public aux activités concernant les OGM et des principes directeurs. De plus, les délégations ont été invitées à indiquer quels étaient leurs besoins respectifs dans le cadre de ce processus (MP.PP/AC.2/2003/2, par. 27). Le Groupe de travail doit normalement se servir de l'ensemble de ces apports comme base de discussion.

Point 3 Formules juridiquement contraignantes envisageables pour développer l'application de la Convention aux OGM

À sa première réunion, le Groupe de travail a demandé au secrétariat de préparer une analyse des conséquences, y compris les avantages et les inconvénients, qu'impliqueraient les formules juridiquement contraignantes envisageables pour étendre encore l'application de la Convention aux OGM (MP.PP/AC.2/2003/2, par. 28). Cette analyse devrait s'inspirer de l'analyse juridique déjà faite de l'application de la Convention aux OGM (CEP/WG.5/AC.3/2001/4) et porter sur toutes les options examinées à la première réunion du Groupe de travail et sur les options supplémentaires proposées par les délégations.

Le Groupe de travail devrait en principe utiliser cette analyse comme point de départ pour la suite de ses travaux, à savoir l'examen et le choix de la ou des solutions les mieux adaptées à une démarche juridiquement contraignante pour continuer de développer l'application de la Convention aux OGM. Il est également censé examiner comment affiner encore ces options et engager des travaux préparatoires à cet effet.

Point 4 Questions diverses

Les délégations qui souhaiteraient proposer des questions à inscrire à ce point de l'ordre du jour sont priées de bien vouloir en informer le secrétariat dès que possible.
